

Alerte en Méditerranée : pirates barbaresques !

Dans l'attente d'informations militaires et diplomatiques vérifiées, prochetmoyen-orient.ch reviendra sur la confrontation Etats-Unis/Iran et les derniers événements d'Irak la semaine prochaine. En attendant donc, nous faisons une petite pause en Méditerranée où il se passe des choses toutes aussi inquiétantes.

La rédaction

Alerte en Méditerranée : pirates barbaresques !

Ca va encore plus mal en Méditerranée depuis l'accord d'Istanbul du 27 novembre dernier. Dans un premier temps, cet accord « militaro-sécuritaire » – signé lors d'une rencontre entre le président turc Erdogan et le responsable libyen Favez el-Sarraj – était censé « renforcer les liens entre les deux armées méditerranéennes », afin de constituer « une version plus large de l'accord-cadre de coopération militaire existant » entre les deux parties.

En effet, le gouvernement d'Union nationale libyen (GUN) de Favez el-Sarraj (l'un des deux gouvernements libyens) avait déjà signé plusieurs accords avec la Turquie en 2015. Ankara ne cache pas son aide, politique et militaire, aux autorités de l'Ouest libyen – également soutenues par les Nations unies. Le président Erdogan estime même que l'appui turc a permis de rééquilibrer la situation face à l'offensive du maréchal Khalifa Haftar, soutenu par l'Égypte, les Émirats arabes unis et la Russie. Vue de l'Est libyen, cet accord menace la stabilité du pays car « il permet aux factions terroristes de recevoir des livraisons d'armes du Kosovo, transitant par la Turquie ».

Une nouvelle Méditerranée

Dans un deuxième temps, l'autre crainte que soulève cet accord porte sur une spectaculaire violation de l'espace maritime méditerranéen qui redéfinirait unilatéralement les Zones économiques exclusives (ZEE) des deux pays. En effet, une clause secrète instaure, aussi artificiellement qu'illégalement, une frontière maritime turco-libyenne au beau milieu de la Méditerranée. « Cet accord permettrait à Ankara d'augmenter de 30 % la superficie de son plateau continental et de sa ZEE, pouvant ainsi empêcher la Grèce de signer un accord de délimitation maritime avec Chypre et l'Égypte, ce qui renforcerait considérablement l'influence de la Turquie dans l'exploitation des hydrocarbures en Méditerranée. Autant dire qu'on assiste à la délimitation arbitraire d'une nouvelle Méditerranée », estime un expert de l'IFREMER.

Ce coup de force turc visait à anticiper l'accord du gazoduc *East-Med*, signé le 2 janvier dernier à Athènes : infrastructure par laquelle transiteront les futures exportations de gaz du gigantesque gisement de la Méditerranée orientale vers l'Italie et le reste de l'Union européenne. La découverte d'importantes réserves d'hydrocarbures en Méditerranée orientale a déclenché une ruée vers les richesses énergétiques et ravivé la tension entre Chypre et la Turquie- celle-ci fait déjà face à des sanctions de l'Union européenne en raison de ses navires qui cherchent du pétrole et du gaz au large de Chypre, dont le gouvernement

de Nicosie n'est toujours pas reconnu par Ankara. Le président turc estime qu'aucun accord de ce type ne peut être mis en œuvre si Ankara n'y participe pas.

***EAST-MED* : alliance Grèce/Chypre/Israël**

L'oléoduc *East-Med* – 1 872 kilomètres pour un coût évalué entre 6 et 7 milliards d'euros – va définitivement changer la carte énergétique de l'Europe. L'accord du 2 janvier 2020 a été signé par Kyriakos Mitsotakis (Premier ministre grec), Nicos Anastasiades (Président chypriote) et Benjamin Netanyahu (Premier ministre israélien). Ce dernier avait déclaré fin 2018 : « nous pensons que cela ouvrira de nouvelles opportunités énergétiques pour l'Europe, c'est important pour la sécurité de l'Europe, pour nos économies respectives, mais aussi pour l'ancrage de cette coopération régionale ».

Présenté dès 2013, le projet [*East-Med*](#) consiste à acheminer entre 9 et 11 milliards de mètres cubes par an de gaz naturel d'Israël et de Chypre en direction de la Grèce, puis de se relier aux projets de gazoducs *Poseïdon* (interconnexion entre la Grèce et l'Italie) et *IGB* (interconnexion entre la Grèce et la Bulgarie). Une co-entreprise entre la compagnie publique grecque de gaz naturel *Depa* et l'énergéticien italien *Edison* (filiale d'EDF) porte les trois projets – 100% pour *Poseïdon* et *East-Med* et 50% pour *IGB* avec la société publique *Bulgarian Energy Holding*.

East-Med comprendrait quatre parties : un pipeline *offshore* de 200 km, allant des sources de la Méditerranée orientale à Chypre, un pipeline *offshore* de 700 km reliant Chypre à l'île de Crète, un pipeline *offshore* de 400 km de la Crète à la Grèce continentale (Péloponnèse) et un pipeline terrestre de 600 km traversant le Péloponnèse et la Grèce occidentale. « Il s'agit d'une étape concrète vers la création d'un hub gazier méditerranéen », expliquent les promoteurs du gazoduc. Des subventions européennes ont été actées en 2015 pour ce « projet d'intérêt commun » à hauteur de 34,5 millions d'euros.

En juillet dernier, un deuxième bâtiment turc a entamé des forages dans la zone, malgré les protestations de l'Union européenne – dont les représentants des vingt-huit Etats membres avaient condamné les « activités illégales » et « contraires aux règles de l'UE et à la stabilité en Méditerranée ». Les Etats-Unis s'étaient aussi opposés à ces prospections au sein de la zone économique exclusive. Ankara – qui, depuis cinq ans, augmente régulièrement les budgets de sa marine militaire – réagit par une spectaculaire ingérence dans le conflit libyen, accentuant parallèlement son chantage aux réfugiés à l'encontre des pays européens.

Des soldats turcs en Libye ?

Le maître d'Ankara pense que la seule réponse à l'*East-Med* passe par une consolidation militaire du GUN de Fayez el-Sarraj – non que ce dernier partage la doctrine théologico-politique des Frères musulmans qu'affectionne particulièrement Recep Edroğan, mais parce que le GUN continue à faire barrage au maréchal Haftar. Ce dernier est soutenu à la fois par les adversaires sunnites d'Ankara – Arabie saoudite, Egypte et Emirats arabes unies -, mais aussi par la Russie, qui par ailleurs entretient une collaboration active avec la Turquie, notamment sur les dossiers syriens.

Toujours est-il que le 2 janvier dernier, le Parlement turc a autorisé l'envoi de troupes en Libye. Lors d'une session parlementaire extraordinaire, 325 députés ont voté pour et 184 contre ce texte qui donne à l'armée turque un mandat pour intervenir en Libye, valable pendant un an, a indiqué le président de l'Assemblée nationale turque, Mustafa Sentop. Reste désormais à savoir si Recep Erdogan, à qui il appartient de décider, va effectivement dépêcher des troupes dans ce pays en traversant la Méditerranée, ou si le soutien militaire prendra une autre forme, comme l'envoi de « conseillers » et de « matériels supplémentaires ».

Lors d'un appel téléphonique, le président américain Donald Trump a mis en garde jeudi dernier son homologue turc contre toute « interférence étrangère » en Libye. « Le président Trump a souligné qu'une ingérence étrangère compliquerait la situation en Libye », a indiqué la Maison Blanche dans un bref compte-rendu de l'appel. Dans le même temps, l'ONU a vaguement exprimé sa préoccupation, L'UE a ouvert un œil, pas un mot du côté de l'OTAN ! Incroyable d'assister à une telle passivité de ce qu'il ne faut surtout plus appeler « la communauté internationale ».

A tout le moins, le Conseil de sécurité des Nations unies aurait pu se réunir. De son côté, l'UE aurait pu annoncer la suspension officielle de toute espèce de négociation concernant une éventuelle adhésion de la Turquie. On se demande toujours comment ces discussions ont même pu s'engager alors que la Turquie occupe militairement depuis 1974, la partie Nord de Chypre, par ailleurs membre de l'UE depuis le 1^{er} mai 2004. Il faut dire que les Etats-Unis (administrations démocrates et républicaines confondues) font pression sur Bruxelles depuis longtemps pour que la Turquie rejoigne le club européen ! Quant à l'OTAN, son silence est encore plus scandaleux ! La Turquie, qui assure quantitativement la deuxième force militaire de l'Alliance après celle des Etats-Unis, viole allègrement les principaux articles du Traité de l'Atlantique Nord sans que cela n'inquiète personne... Oui, cela est proprement hallucinant et marque à quel point le multilatéralisme – et au-delà, le savoir-vivre minimal en matière de relations internationales, sont entrés en une déshérence particulièrement préoccupante.

D'une manière encore plus tordue, Ankara poursuit une politique très active en Libye – dont Recep Erdogan rappelle régulièrement l'appartenance à l'ancien empire ottoman – à partir de la ville de Misrata où les activistes des Frères musulmans et d'autres factions jihadistes s'agitent beaucoup. A partir de cette tête-de-pont, Ankara arme et soutient plusieurs factions terroristes déployées dans la bande sahélo-saharienne à partir du sud-libyen (transitant par la passe du Salvador). Officieusement, les services turcs tiennent à peu près ce langage : « vous aidez les Kurdes, alors nous soutenons les jihadistes que vous combattez... »

Une ambition néo-ottomane

Le président turc Recep Tayyip Erdogan ne rate jamais une occasion de rappeler que la Libye fut une possession ottomane de 1551 à 1922, date à laquelle, acculée militairement, la Turquie signa le Traité de Lausanne-Ouchy par lequel elle cédait la Tripolitaine, la Cyrénaïque et le Dodécannèse à l'Italie. A cette nostalgie impériale, le président turc ajoute une orientation résolument nationaliste, empruntée à Kemal Atatürk (1881 – 1938, fondateur et premier président de la République de Turquie de 1923 à 1938), mais clairement opposée à ses choix républicains, laïcs et en faveur de l'égalité hommes/femmes. Son principal mentor

idéologique reste Necmettin Erbakan (1926 – 2011) qui incarne la filiation turque des Frères musulmans. Ce dernier a été Premier ministre de Turquie de juin 1996 à juin 1997.

Outre cette obsession de chercher à reconfigurer une Méditerranée sous influence turque, outre cette volonté d'ingérence en Libye, l'ambition néo-ottomane de l'actuel président turc se manifeste dans bien d'autres directions : l'ancien aire d'influence turkmène en Asie centrale ; en mer Rouge et dans la Corne de l'Afrique.

En janvier 2018, Ankara et Khartoum ont signé un accord de coopération militaire en vertu duquel le Soudan concède à la Turquie pour 99 ans, l'île de Suakin située au nord-est du pays. Elle ne fait que 70 km², mais son port est l'un des plus anciens d'Afrique. Sa position en mer Rouge est stratégique car cette voie maritime est la deuxième la plus importante au monde. Là encore, Recep Erdogan s'adonne à une instrumentalisation très politique de l'histoire en rappelant que le sultan Selim Ier s'était emparé du port en 1517, devenu pour les cinquante années suivantes, la résidence du pacha de l'Empire ottoman pour l'eyalet d'Abyssinie.

La Turquie entretient de fortes relations économiques avec le Soudan qui souffre d'une situation économique difficile. Ankara a ainsi acheté toute la production de coton du Soudan en 2016 et 2017 et elle a l'intention d'augmenter les échanges commerciaux bilatéraux. Un comité exécutif a été récemment formé pour l'application de nombreux accords dans le domaine agricole et militaire. Suakin est situé dans un triangle frontalier, pomme de discorde avec l'Égypte depuis 1958. Et le Caire ne voit pas d'un très bon œil ce rapprochement turc avec le Soudan, aussi soutenu et financé par le Qatar, autre soutien logistique des Frères musulmans.

Cette nouvelle présence turque en mer Rouge agace souverainement la monarchie saoudienne. L'île de Suakin est à la frontière ouest de l'Arabie et fait quasiment face au port stratégique de Djeddah. Ankara développe les infrastructures militaires de Suakin avec l'aide financière du Qatar où il dispose d'une autre base militaire importante, ce qui accentue ses différends avec l'axe Riyad/le Caire/Abou Dhabi. Une course à l'installation des bases militaires est bel et bien engagée entre les Emirats et la Turquie qui ne cache plus son intérêt stratégique pour l'Afrique de l'Est et la Corne.

En septembre 2019 à Mogadiscio, après deux ans de travaux, Ankara a inauguré sa plus grande base militaire à l'étranger. Plusieurs services de renseignement européens et arabes soupçonnent Ankara de financer les Shebab et d'autres factions terroristes somaliennes. Plus au nord à Djibouti, la Turquie a construit la plus grande mosquée de la sous-région et finance une multitude de madrassas (écoles coraniques), qui dispensent un enseignement coranique « gratuit » – insistent les panneaux publicitaires qu'on peut voir sur les principales avenues de l'Etat portuaire.

Egalement très implantés en Éthiopie comme en Érythrée, les services turcs surveillent, comme le lait sur le feu, l'apaisement déclaré entre les deux frères ennemis, l'objectif étant de contrecarrer l'influence égyptienne croissante en Érythrée. En définitive, Ankara avance ses pions en mer Rouge et, plus largement, dans toute la Corne de l'Afrique afin d'établir une profondeur stratégique à ses ambitions méditerranéennes.

Cessez-le-feu ?

Initialement, les mal nommées « révolutions arabes » de l'année 2011 ont clairement fragilisé les intérêts de la Turquie. Les relations de plus en plus difficiles d'Erdogan avec l'Égypte du maréchal Sissi ont transformé son « zéro problème avec les voisins » méditerranéens en un « zéro voisin sans problème ». Son soutien aux factions terroristes réfugiées dans la poche d'Idlib en Syrie, aux partis islamistes sunnites de Rached Ghannouchi en Tunisie, d'Abdelilah Benkirane au Maroc et de Mohammed Morsi en Égypte, a donné l'impression que la Turquie – hier encore Etat neutre et moderne – est devenue une puissance sectaire, brandissant le drapeau de l'islamisme sunnite, suscitant la méfiance d'une grande partie de l'opinion publique arabe méditerranéenne, notamment de la frange laïque de cette opinion et des chrétiens d'Orient (Maronites et Grecs orthodoxes libanais et syriens, coptes en Égypte).

Après des années d'ignorance de l'espace méditerranéen, la Turquie d'Erdogan y revient avec fanfare. Avec les déconvenues actuelles du côté de ses frontières sud, il est difficile de déterminer avec certitude si cette « méditerranéisation » de la Turquie se poursuivra ou si le pays décidera de se replier sur son espace continental, revenant ainsi à la case départ.

En attendant le débarquement en Libye du premier soldat turc et selon nos dernières nouvelles, le maréchal Khalifa Haftar, a accepté ce samedi 11 janvier 2020 l'appel à un cessez-le-feu, lancé conjointement par Moscou et Ankara (qui n'est pas à une contradiction près), à l'issue de plusieurs mois de combats pour prendre le contrôle de la capitale Tripoli. Ce cessez-le-feu sera-t-il durable ? A voir... En attendant, il serait peut-être temps de dire clairement à Monsieur Erdogan, qu'il doit arrêter de trop pousser Mémé dans les orties...

Bonne lecture et à la semaine prochaine.

Richard Labévière

13 janvier 2020